

# Déclaration de politique budgétaire 2021

## 1. Déclaration de responsabilité

La présente déclaration de responsabilité atteste que les politiques économiques et financières du gouvernement ont été incluses dans cette déclaration de politique budgétaire en conformité avec les articles 9 et 10 de la loi sur les Finances publiques et la Gestion économique (FPGE) [Chap. 244].

L'article 9 exige que le gouvernement :

- fasse état de ses politiques économiques et financières, notamment celles qui se rapportent à des variables économiques et fiscales essentielles ; et
- fasse état de la discipline qu'il observera dans ses transactions économiques et financières.

L'article 10 exige que le gouvernement :

- fasse état des objectifs à long terme de sa politique fiscale en termes des principales variables économiques et fiscales ;
- précise les priorités stratégiques essentielles du gouvernement qui orienteront la préparation du budget ;
- indique quelles sont les cibles du gouvernement en matière de variables économiques et fiscales ; et
- fournisse une assurance que les objectifs à long terme énoncés dans la déclaration sont :
  - a. compatibles avec les principes de gestion fiscale responsable stipulés à l'article 22 de la loi FPGE ; et
  - b. cohérents par rapport à la déclaration de politique budgétaire pour l'exercice antérieur – c'est-à-dire que les politiques sont restées constantes dans le temps, ou, dans le cas contraire, que des justifications ont été apportées à l'appui des divergences.

Nous, en tant que Ministre et Directeur Général responsables de décider de la politique économique, financière et fiscale du gouvernement et de la mettre en œuvre, nous avons l'honneur de confirmer que la Déclaration de politique budgétaire pour 2021 cadre avec les articles 9 et 10 de la loi sur les Finances publiques et la Gestion économique (FPGE) [Chap. 244].



**Le Ministre des Finances et de la Gestion économique**

Hon. Johnny Koanapo Rasou (MP)

Ministère des Finances et de la Gestion économique

**Le Directeur général**

Letlet August

Ministère des Finances et de la Gestion économique

## **2. Politiques économiques et financières**

La plus haute priorité du gouvernement en ce qui concerne le budget de 2021 est de stimuler la croissance économique du pays et d'améliorer le bien-être de tous les Ni-Vanuatu, d'une manière qui soit financièrement durable et ne compromette pas la croissance économique à l'avenir. A ce propos, la déclaration de politique budgétaire pour l'exercice 2021 inclut les politiques et priorités économiques et financières du gouvernement destinées à réaliser les objectifs directeurs du Plan de développement national durable (PDND) 2030 et, par la même occasion, à tenir compte des défis et des activités liés au COVID-19 et au CT Harold et aider au rétablissement suite à cette catastrophe. Ces politiques sont essentielles parce qu'elles permettront de favoriser l'investissement, d'accroître l'emploi, de relever les recettes, de gérer la dette de l'État tout en rehaussant la croissance économique et en améliorant la prestation de services et le bien-être de tous les habitants au Vanuatu.

Le gouvernement continuera d'entreprendre des réformes en 2021, de même que de mettre en œuvre ses politiques, d'en réaliser les objectifs et d'atteindre les cibles fiscales conformément aux principes de gestion financière responsable énoncés à l'article 22 de la loi FPGE. Ces principes de gestion financière responsable, énoncés dans l'encadré ci-dessous, imposent au gouvernement de poursuivre les objectifs de sa politique budgétaire.

### **Principes de gestion fiscale responsable**

1. Gérer l'ensemble de la dette publique à des niveaux prudents, de façon à aménager un système tampon en prévision de facteurs qui pourraient avoir un effet néfaste sur le montant total de la dette publique à l'avenir. A défaut d'y être parvenu, il faut veiller à ce que les dépenses globales totales de l'État au cours de chaque exercice soient inférieures aux recettes globales totales du même exercice ;
2. Réaliser et maintenir une valeur nette publique à des niveaux qui permettent d'interposer une zone tampon en prévision de facteurs qui pourraient avoir un effet néfaste sur cette valeur à l'avenir ;
3. Gérer avec prudence les risques fiscaux auxquels l'État est exposé ; et
4. Poursuivre des politiques qui soient compatibles avec un degré de prédiction raisonnable quant au niveau et à la stabilité des taux d'imposition dans les années à venir.

## **3. Politiques budgétaires**

Les politiques budgétaires pour 2021 concordent avec le Plan de développement national durable et sont également en conformité avec les conditions requises de la loi sur les Finances publiques et la Gestion économique [Chap. 244]. Les politiques, objectifs et cibles budgétaires sont cruciaux pour le processus de préparation et d'établissement du budget 2021.

Les politiques budgétaires pour 2021 comprennent :

1. les priorités de la politique budgétaire pour 2021 ;
2. les cibles économiques et fiscales pour 2021 ; et

### 3. les objectifs fiscaux à long terme

#### ***A. Les priorités budgétaires pour 2021***

La loi sur le pouvoir exécutif de l'État dispose que le Premier ministre détermine une planification et des priorités stratégiques directrices pour la République de Vanuatu. C'est pourquoi l'article 9 de la loi FPGE dispose que la détermination et l'attribution de ressources financières doivent cadrer avec les priorités directrices du gouvernement.

Pour l'élaboration des priorités de la politique budgétaire de l'exercice 2021, le gouvernement en exercice a repris l'essence du Plan de développement national durable, ou Plan du Peuple 2030.

Le Plan de développement national durable 2016-2030 (PDND) est une interprétation des objectifs de développement durable de l'ONU que le Vanuatu a adaptés à son contexte particulier pour être mis en œuvre au cours de la période de 15 ans. Le PDND comporte 3 piliers, Social, Économique et Environnemental, fondés sur la culture vanuataise, et a fait l'objet de consultations étendues dans toutes les provinces, avec les parties prenantes et les ministères du gouvernement. Ainsi, les priorités directrices concernent des secteurs importants de l'économie que le gouvernement soutiendra en 2021.

Il est prévu que le pays passe du statut de pays moins avancé (PMA) à celui de pays en développement vers la fin de 2020. Or, compte tenu des impacts financiers actuels sur le tourisme et le secteur des services résultant du Covid-19 et du CT Harold, le gouvernement s'attache à : a) négocier avec les agences onusiennes concernées pour revoir le calendrier de passage d'un statut à l'autre ; b) réorienter ses ressources en vue de stimuler le secteur productif ; c) renforcer les capacités sanitaires ; et d) mettre en œuvre des priorités de rétablissement durable.

#### **Analyse des priorités directrices fondamentales et justification en termes de soutien en 2021**

Le gouvernement en exercice reste voué à mener des réformes du secteur public en vue de réaliser le Plan du Peuple 2030 tout en favorisant le développement de capacités de résilience et de prospérité par le biais des résultats prioritaires suivants :

#### **Résultat prioritaire 1 : De meilleures opportunités d'affaires et un environnement plus favorable à l'investissement**

La récente crise économique résultant du COVID-19, exacerbée par le cyclone tropical Harold, met en relief la vulnérabilité à laquelle le pays est exposé en s'appuyant trop fortement sur un secteur en particulier, quel qu'il soit, pour assurer sa croissance économique, et notamment un secteur comme le tourisme.

Par ailleurs, les problèmes et litiges fonciers ont constitué un obstacle aux investissements productifs par le passé et c'est pourquoi le gouvernement en exercice se lance dans une réforme foncière et des opérations d'acquisition de terres pour stimuler les investissements publics en 2021. Le gouvernement veut continuer à aménager un environnement propice aux partenariats publics-privés et aux entreprises en participation (joint-ventures) avec des investisseurs locaux et étrangers en vue d'étendre équitablement le développement économique et ses retombées bénéfiques.

Le gouvernement est voué à mettre en œuvre des options de politique visant à renforcer la résistance économique du pays face à des chocs externes par davantage de diversification économique, par les biais suivants :

- **En stimulant la production primaire** (agriculture, pêche, sylviculture) pour répondre dans une plus grande mesure à la demande intérieure, et ce, par les moyens suivants : en augmentant la production en milieu rural ; en multipliant les opportunités de co-investissement ; en renforçant la capacité de gestion de la biosécurité et de contrôle des risques aux frontières ; en encourageant un développement du tourisme qui soit durable et adapté face au changement climatique et au COVID-19 à l'échelon national
- **En renforçant la chaîne de valeur dans l'agriculture**, par exemple par une transformation accrue des produits bruts, en augmentant l'investissement dans des infrastructures agricoles ; en encourageant le commerce, l'industrie et les coopératives ; en créant des Zones de Développement Économique
- **En élargissant le secteur des services**, par exemple des entreprises desservant le secteur agricole, ou d'autres secteurs comme les services financiers
- **L'infrastructure et les biens d'équipement, en mettant l'accent sur les règlements**, en augmentant et en diversifiant les exportations, en renforçant la gestion des déchets et des parasites aux ports d'entrée.

#### **Résultats ciblés :**

- Taux de participation accru des entreprises Ni-Vanuatu dans l'économie monétaire formelle
- Meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle dans tout l'archipel
- Davantage de recherche et de développement pour les secteurs productifs
- Hausse de la production de volaille, de poisson, de viande et de récoltes
- Augmentation du nombre de produits à valeur ajoutée
- Augmentation des exportations en améliorant la capacité du Vanuatu à être compétitif sur les marchés créneaux
- Nombre croissant d'entreprises locales
- Soutien accru aux coopératives
- Meilleur accès à des capitaux et à la littératie financière par l'intermédiaire du réseau commercial des coopératives du Vanuatu
- Augmentation des rentrées d'argent et du volume des échanges commerciaux grâce aux accords de commerce existants et nouveaux.
- Meilleure performance commerciale de la part des investisseurs tant locaux qu'étrangers.
- Réduction des risques et de la fréquence de parasites et de maladies entrant au Vanuatu.
- Mise en œuvre de la politique du Vanuatu sur le tourisme durable 2019-2030.

- Renforcement de la base de recettes et du système de mise en conformité fiscale.
- Réduction du nombre d'affaires en attente liées à des litiges fonciers.
- Augmentation du nombre d'acquisitions d'office de terres pour encourager l'investissement.

## Résultat prioritaire 2 : Meilleure infrastructure résiliente

Une infrastructure résiliente compte parmi les priorités fondamentales du gouvernement en 2021. Les routes, les quais et les aéroports, ainsi que des infrastructures pour l'énergie et les télécommunications, doivent être améliorés pour continuer à renforcer les liens entre services essentiels du gouvernement, l'agriculture, l'ajout de valeur, le tourisme et les marchés à l'avenir, et ce en :

- **Améliorant l'infrastructure aéroportuaire** – en continuant les travaux du terminal Code E à l'aéroport international de Bauerfield, en faisant l'acquisition de terres pour le développement d'aéroports, en mettant à niveau les aérodromes les plus importants et en adoptant définitivement l'accord d'espace aérien en vigueur. Les moyens d'application de la loi et de la réglementation doivent aussi être renforcés pour répondre à l'évolution de la demande opérationnelle.
- **En remettant en état et en améliorant l'entretien des infrastructures rurales de grande importance** – par des partenariats avec le secteur privé, des partenaires au développement et des collectivités locales afin d'améliorer les routes rurales (y compris routes de raccordement), de mettre à niveau les quais et les jetées, de construire des entrepôts et de mettre au point des stratégies pour le fonds d'entretien de l'infrastructure des transports.
- **En procédant à une expansion de l'accès aux télécommunications et à l'énergie et en réduisant le coût** – en encourageant le développement d'autres sources d'énergie dans les zones rurales, telles que l'énergie solaire, hydro-électrique et d'autres sources d'énergie renouvelables et en améliorant l'accès à des télécommunications à des prix abordables en milieu rural.

### Résultats ciblés :

- Soutien en permanence à la mise en œuvre et l'achèvement de projets d'infrastructure en cours, dans le respect des normes de construction requises, y compris dans les régions touchées par le CT Harold.
- Renforcement des moyens d'application de la loi et de la réglementation dans l'industrie de l'aviation, avec un site internet interactif où les clients peuvent déposer des demandes et obtenir des informations courantes et négociation d'accords sur l'espace aérien.
- Amélioration des éléments d'infrastructure de transport, notamment les quais, les routes et les aéroports, pour faciliter les échanges commerciaux inter-îles et dans les îles mêmes ; création et entretien de routes de raccordement en milieu rural ; et application d'une politique pérenne pour les voies publiques.
- Création du Bureau du Régulateur maritime doté de la capacité de perfectionner le personnel, d'assurer des voies d'accès maritimes plus sûres en installant davantage d'aides à la navigation en mer dans des endroits identifiés et développement des études hydrographiques.

- Nombre croissant de ménages ayant accès à une énergie propre et à l'électricité dans les zones rurales en continuant à soutenir le Fonds national pour l'énergie verte.

### **Résultat prioritaire 3 : Amélioration de la qualité de l'enseignement, de l'accessibilité à l'éducation et des résultats de la formation pour les enfants et les jeunes gens**

La pandémie du Covid-19 a compromis beaucoup de programmes scolaires dans tout le pays. En raison des règles de distanciation physique, le gouvernement envisage d'adopter des solutions pour l'apprentissage à domicile. Dans le cadre du plan de relance, il a aussi décidé d'accroître la subvention aux frais de scolarité à toutes les écoles dans le pays.

En 2021 le gouvernement continuera de favoriser l'accès à l'éducation et d'améliorer la qualité de l'enseignement pour les garçons et les filles, de leur apporter des aptitudes et des connaissances pertinentes et poursuivra le développement des ressources humaines du pays pour qu'elles contribuent à la croissance économique du pays, et ce par les biais suivants :

- **En ouvrant encore davantage l'accès à l'éducation** – en accélérant les progrès réalisés au niveau de l'éducation universelle de la petite enfance et de l'enseignement primaire de la 7e à la 12e année.
- **En améliorant la qualité de l'enseignement** – en veillant à ce que les enseignants soient payés et formés, en réformant les programmes scolaires en accord avec le PDND et en modernisant les installations et les ressources scolaires, notamment celles touchées par les catastrophes causées par les volcans à Ambae et Ambrym, le CT Hola et le CT Harold.
- **En multipliant les possibilités de poursuivre des études supérieures** – en achevant la révision de la stratégie pour l'éducation au Vanuatu, en élaborant un plan de développement national des ressources humaines et en soutenant l'éducation de la petite enfance et les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie au sein du système d'éducation.
- **En améliorant les opportunités d'emploi et de développement des capacités entrepreneuriales** – par la formation technique et professionnelle et en apportant davantage de soutien aux jeunes ayant quitté l'école.

#### **Résultats ciblés :**

- Des stratégies pour l'apprentissage à domicile sont élaborées et appliquées.
- Toutes les écoles, y compris privées et paroissiales, bénéficient de l'augmentation de la subvention aux frais de scolarité prévue dans le plan de relance.
- Hausse du ratio d'inscription net des élèves de la 7e à la 12e année.
- Soutien accru pour l'éducation de la petite enfance.
- Meilleure formation des enseignants et amélioration des moyens d'apprentissage.
- Meilleure documentation pédagogique.

- Ratio élèves/enseignant maintenu.
- Taux de calcul et de littératie en hausse
- Réduction du nombre de recalés
- Renforcement de l'éducation et de la formation supérieures.
- Davantage de soutien pour des programmes de formation par le développement des compétences techniques et professionnelles.

#### **Résultat prioritaire 4 : Des soins de santé de meilleure qualité**

Le gouvernement va continuer à renforcer les services de santé et accélérer la réalisation des cibles des ODD et du PDND dans le domaine de la santé, en dépit des défis posés par le Covid-19 et le CT Harold, par les moyens suivants :

- **En renforçant la capacité de faire face au Covid-19 et d'assurer le rétablissement à long terme suite au CT Harold**
  - par une formation spécialisée et en répondant à la demande accrue de personnel, par la construction d'infrastructures suffisantes, en mettant en place le matériel et les machines nécessaires et des mesures de quarantaine sanitaire appropriées aux points d'entrée dans le pays ;
  - par la reconstruction des installations de santé endommagées et le remplacement de machines et de matériel endommagés.
- **En réduisant la fréquence des maladies transmissibles et non transmissibles** – par la poursuite de programmes sur la santé et l'hygiène publiques, avec un accent fort mis sur les services de surveillance de la salubrité publique, de promotion de la santé et d'extension.
- **En renforçant le système de gestion de l'information pour la santé** – par un perfectionnement des capacités de gestion du personnel et une amélioration permanente du système d'information pour la santé (SIS).
- **En appliquant la politique sur la description des rôles** – en dotant les installations de santé de conditions requises appropriées concernant la description des rôles.
- **En étudiant les possibilités d'introduire un système de profil de santé des personnes.**

#### **Résultats ciblés :**

- Formation spécialisée pour les agents de santé en première ligne pour qu'ils soient aptes à traiter n'importe quelle maladie hautement contagieuse comme le Covid-19.
- Des tests pour détecter le Covid-19 et d'autres maladies semblables sont menés au Vanuatu.

- Des équipements de protection personnelle (EPP) et des salles d'isolement (pour contagieux) sont à disposition.
- Mesures de quarantaine sanitaire en place aux ports d'entrée.
- Augmentation du nombre d'admissions annuellement à l'École d'Infirmières du Vanuatu de 40 à 50 étudiants.
- Le nombre d'assistants de santé par tranche de 10 000 habitants est de 26 au Vanuatu.
- Réduction du ratio national de mortalité maternelle à moins de 75 pour 100.000 naissances vivantes.
- Taux de fréquence parasitaire annuel pour tous les cas de malaria ne dépasse pas 1 pour 1000 habitants.
- Diminution de la fréquence des maladies non transmissibles.
- 95% de la population des enfants âgés de 12 à 23 mois reçoivent trois doses du vaccin conjuguant diphtérie, tétanos et coqueluche au cours d'une année donnée, administrées par un professionnel de la santé qualifié.
- Diminution du taux de mortalité chez les moins de 5 ans à au moins 25 pour 1000 naissances vivantes.

#### **Résultat prioritaire 5 : Meilleure prestation de services**

Le gouvernement va continuer à cibler des améliorations au sein de la Fonction publique et à soutenir la politique de décentralisation qu'il a lancée, de façon à s'assurer que les services essentiels parviennent aux habitants des régions reculées du Vanuatu, en renforçant les autorités locales et municipales.

La politique étrangère joue un rôle crucial pour ce qui est d'attirer des aides et des investissements dans le pays en complément du financement des priorités du gouvernement. Celui-ci cherche aussi à renforcer davantage la coordination des ressources de donateurs pour qu'elles concordent avec les objectifs nationaux. Dans ce contexte, le gouvernement veut :

- **Intensifier la mise en œuvre de la décentralisation** – en renforçant les gouvernements provinciaux, en adoptant une approche intégrée de l'ensemble des pouvoirs publics, en habilitant les conseils régionaux, en établissant un mécanisme de responsabilisation en termes de gouvernance et en développant et en distribuant des manuels de travail sous-national et de formation sur la planification et la préparation de budgets.
- **Améliorer la gestion urbaine** – en élaborant un cadre pour la politique de développement urbain et des directives, en appliquant les lois pertinentes, en établissant des instances de supervision adaptées et des systèmes d'urbanisme et de prestation de services.
- **Accroître la mobilité de la main-d'œuvre à l'échelon national et international** – par un cadre législatif favorable et en renforçant les capacités institutionnelles et gestionnaires.



- **Renforcer la capacité de gérer les relations extérieures croissantes** – pour continuer l’expansion des intérêts du Vanuatu dans le monde.
- **Rehausser les partenariats avec les donateurs, les organisations au sein des communautés et les organisations non gouvernementales** – en réexaminant les dispositifs et les institutions d’ONG en vigueur, en mettant au point un mécanisme de responsabilisation avec les autorités coutumières et en élaborant des protocoles d’accord avec des prestataires de services clefs.
- **Renforcer les institutions publiques à la tête de l’exécutif** – pour continuer à réaliser les aboutissements souhaités par la mise en œuvre de réformes, y compris du Plan de développement national durable, et gestion de la préparation, de la réponse et de la reprise face au Covid-19.

#### **Résultats ciblés :**

- Achèvement du processus de réexamen des rouages du gouvernement en vue d’améliorer la prestation de services par les pouvoirs publics.
- Processus de dévolution amplifié, avec des améliorations systématiques du cadre et des mécanismes de prestation de services au niveau sous-national
- Mécanisme de gouvernance achevé pour les conseils régionaux
- Structure mise au point pour le Malvatumauri, les conseils provinciaux, régionaux, tribaux et villageois
- Achèvement du cadre national de la politique étrangère en complément du cadre de la politique de gestion des aides qui vient d’être lancé.
- Mise en œuvre de Protocoles d’accord (PA) et d’accords de coopération technique par les agences sectorielles.
- Programmes de mobilité de la main-d’œuvre temporaire (RSE, SWP et Pacific Labour Scheme).
- VANGO mis en place et cadre de gouvernance des ONG.
- Régionalisme rehaussé avec l’organisation du Forum des Iles du Pacifique.
- Reprise de toutes les formes d’infrastructure publique qui permettent d’assurer la continuité de la prestation de services.
- Coordination des priorités de rétablissement relatives au Covid-19 et au CT Harold, et autres catastrophes.

## Résultat prioritaire 6 : Résilience accrue et meilleure gestion des ressources naturelles

Le gouvernement va continuer de veiller à la protection de l'environnement naturel sur terre et en mer, car notre bien-être social et économique en dépend en grande partie, tout en continuant de consolider notre résilience face aux changements climatiques et aux dangers naturels, en :

- **Améliorant l'administration de l'adaptation au changement climatique et la gestion des risques de catastrophes** – pour atténuer les effets et les impacts du changement climatique.
- **Assurant un accès accru, équitable et abordable à de l'eau et des systèmes sanitaires** – pour assurer davantage d'accès à des sources d'eau potable pour les communautés.
- **Renforçant les institutions et la gouvernance qui protègent notre environnement et nos ressources naturelles** – avec un cadre législatif et administratif solide qui protège nos ressources naturelles, dont la mer, la terre et la forêt.
- **Relevant la résilience dans le secteur productif** – afin d'améliorer la production durable dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la sylviculture et de la pêche.
- **Améliorant les services et les opérations de gestion des déchets** – pour réduire les impacts de la pollution.
- **Renforçant l'exécution des règlements sur les évaluations d'impact sur l'environnement (EIE)** et en exigeant des évaluations d'impact culturel pour les développements économiques de grande échelle présentant éventuellement des menaces pour nos ressources naturelles et notre patrimoine culturel.

### Résultats ciblés :

- Cadre national de gestion des risques de catastrophes élaboré et mis en œuvre pour gérer la préparation, l'intervention et la reprise.
- Conseil consultatif national renforcé pour veiller à la pérennité de l'accès à et de la coordination des financements pour le climat.
- Élaboration et mise en œuvre d'un plan spatial maritime pour atteindre les buts prévus dans la politique nationale sur les océans.
- Amélioration des services environnementaux et climatologiques dans chacune des six provinces conformément à la politique de décentralisation.
- Amélioration de la sûreté et de la sécurité de l'eau pour l'intégralité de la population.
- Amélioration de la couverture de l'hygiène publique.
- Amélioration de la gestion des déchets et de la lutte contre la pollution.
- Amélioration de la gestion et de l'exploitation durable des ressources sylvicoles pour le rétablissement après le CT Harold et les activités de développement industriel en conformité avec la loi sur la sylviculture.

- Amélioration de la gestion durable des ressources terrestres en conformité avec la loi sur les mines et minéraux, de même que la loi sur le pétrole.
- Élaboration d'un modèle d'évaluation d'impact culturel pour protéger les sites sacrés et promouvoir l'établissement de sites du patrimoine.

### **Résultat prioritaire 7 : Inclusion sociale, sécurité, paix et justice**

Le gouvernement va continuer de veiller à ce que notre société soit inclusive, où la dignité humaine est respectée et où les droits de tous les Ni-Vanuatu, y compris les femmes, les jeunes, les personnes âgées et les groupes vulnérables, sont soutenus, protégés et favorisés. Le gouvernement veillera en outre à ce que la société respecte l'état de droit et que tout le monde ait accès à la justice en temps voulu, et ce par les moyens suivants :

- **En améliorant les services de sécurité nationale** – par un renforcement des capacités de sécurité nationale, dont les trois volets des forces de sécurité (Police, Escadre maritime et Garde mobile), et par un rehaussement des institutions associées et des systèmes de gestion, de contrôle et de protection des frontières.
- **En mettant en œuvre des processus de planification et de préparation budgétaire sensibles aux genres** – pour inclure la question des genres dans ces processus pour tous les ministères.
- **En encourageant la gouvernance traditionnelle et les principes chrétiens pour une société paisible** – pour avoir une société vivant dans la paix, fondée sur nos valeurs mélanésiennes.
- **En mettant en place une institution de lutte contre la corruption.**

#### **Résultats ciblés :**

- Création d'un Conseil de sécurité national et d'un cadre de sécurité national.
- Réduction de la fréquence des crimes, tous types de délit confondus, dont la violence à l'égard des femmes et des groupes vulnérables, le trafic d'êtres humains, la cybercriminalité, le trafic de stupéfiants et le blanchiment d'argent.
- Amélioration du contrôle et de la protection des frontières en renforçant la capacité des ressources humaines et en modernisant nos systèmes de contrôle aux frontières.
- Délimitation des frontières maritimes.
- Capacité accrue des forces de sécurité de la police par une formation adaptée avec des ressources adéquates, tout en veillant à ce que les officiers masculins et féminins reçoivent un soutien égal.
- Ébauche de notes directrices pour une planification et une préparation budgétaire sensibles au genre.
- Mise à disposition de moyens pour améliorer la coordination des activités relatives aux droits de l'Homme.
- Soutien apporté à la mise en œuvre de la loi sur l'autorité nationale des jeunes.

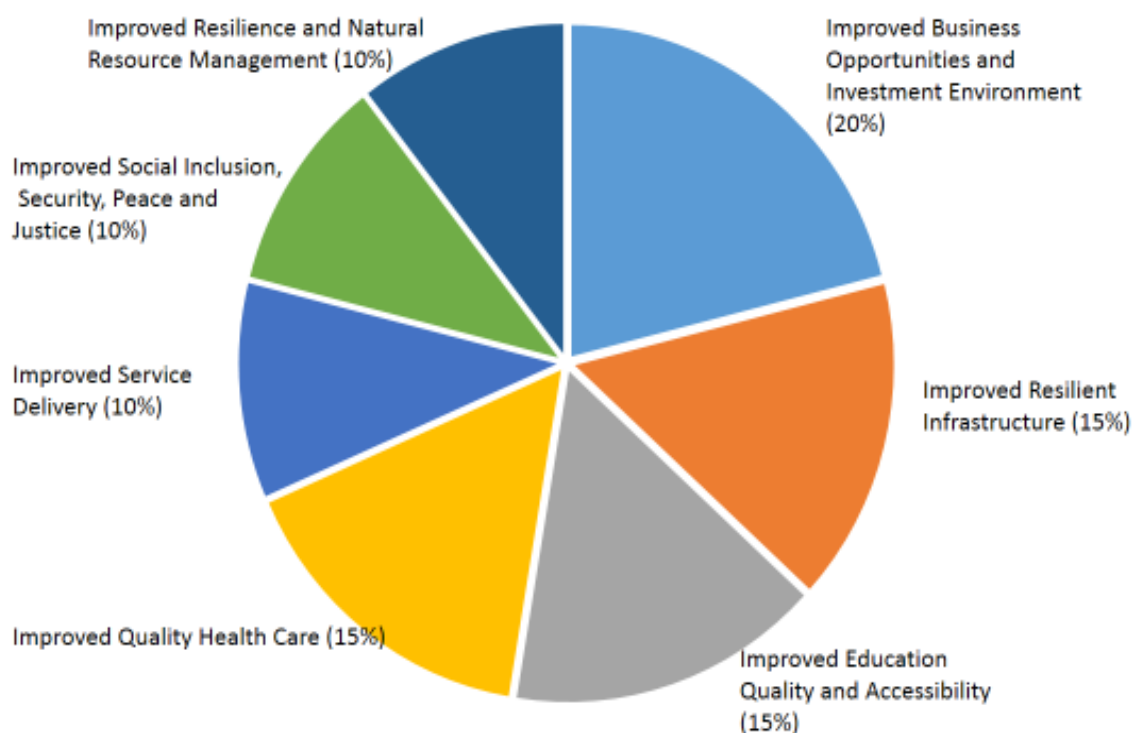
- Création de l'institution de lutte contre la corruption.

### Affectation de l'espace fiscal aux résultats prioritaires

Il est proposé que l'espace fiscal global, une fois qu'il aura été défini par analyse par le Service des Finances et du Trésor, soit affecté par la CBM de façon à correspondre au plus près à la répartition suivante entre les sept résultats prioritaires susdits :

- **Résultat prioritaire 1** : De meilleures opportunités d'affaires et un environnement plus favorable à l'investissement - 20%
- **Résultat prioritaire 2** : Meilleure infrastructure résiliente - 20%
- **Résultat prioritaire 3** : Meilleure qualité de l'enseignement et accessibilité à l'éducation - 15%
- **Résultat prioritaire 4** : Des soins de santé de meilleure qualité - 10%
- **Résultat prioritaire 5** : Meilleure prestation de services - 10%
- **Résultat prioritaire 6** : Résilience accrue et meilleure gestion des ressources naturelles - 15%
- **Résultat prioritaire 7** : Inclusion sociale, sécurité, paix et justice - 10%

**Graphique 1 : Affectation de l'espace fiscal**



## **Programmes en cours de la part de partenaires au développement**

Le gouvernement et ses partenaires au développement entreprendront conjointement la mise en œuvre de programmes en 2021. Au cours des années précédentes, le gouvernement a eu plusieurs entretiens avec des partenaires au développement qui ont des programmes en cours au Vanuatu et des discussions sur la question de savoir comment les partenaires pourraient faire concorder leurs programmes avec ceux du gouvernement en 2021, par des relations de travail plus étroites et une meilleure coordination à l'échelon national et sectoriel. Le dialogue se poursuivra en 2021.

## **Priorités en termes de reprise après le CT Harold et le Covid-19**

Les priorités du gouvernement pour la reprise suite au CT Harold et au Covid-19 seront maintenues en 2021. Les besoins les plus importants au plan du rétablissement touchent le secteur productif, l'infrastructure et les bâtiments publics, l'eau et l'hygiène publique, la santé et l'éducation. Ces programmes liés au rétablissement seront mis en œuvre en parallèle et en complément de ceux des partenaires au développement et des programmes périodiques du gouvernement.

Tout programme de reprise mis en œuvre par les ministères doit cadrer avec la stratégie de reprise nationale élaborée par le Comité national chargé de la reprise.

### ***B. Politiques fiscales***

Le but principal des politiques fiscales du gouvernement consiste à atteindre les objectifs et cibles financiers, les priorités et intentions directrices du gouvernement et à parvenir à un budget équilibré en 2021. L'application de ces politiques continuera d'être dictée par les principes de gestion financière responsable et les politiques fiscales, conjointement aux réformes du gouvernement et à une gestion financière saine, continueront de mettre davantage l'accent sur la croissance de l'économie, l'augmentation des recettes de l'État et la réalisation des programmes et activités de dépenses du gouvernement de façon à rehausser la prestation de services tout en améliorant le bien-être de tous les habitants au Vanuatu.

### ***C. Mise à jour de la situation économique en 2020***

#### **Perspectives économiques dans le monde (PEM)**

Les perspectives économiques dans le monde (PEM) du mois d'avril 2020 font état du grand confinement dans la majorité des économies de la planète, qui conduit à des prévisions de croissance négative de -3,0 pour cent en 2020 dans le monde entier, suivi d'une hausse jusqu'à 5,8 pour cent en 2021. Cette révision vertigineuse à la baisse par rapport aux PEM de janvier 2020 s'explique par l'impact de la pandémie du Covid-19 qui a entraîné une récession mondiale pire que la crise financière de 2008-2009. La crise sanitaire a causé un choc à double tranchant pour les pays partout dans le monde, déstabilisant leur économie et entraînant la perte massive de vies humaines.

Il règne une incertitude extrême dans les économies de part et d'autre du monde. Partout, les frontières internationales se sont fermées, touchant l'intégralité du secteur des services, de même que le commerce mondial. Selon les prévisions, les pays avancés verraient leur économie se contracter de 6,1 pour cent en

2020 puis rebondir à 4,5 pour cent de croissance en 2021. Les prévisions de croissance selon les PEM de janvier 2020 pour ces économies étaient de 1,6 pour cent pour 2020 et aussi pour 2021.

Dans la zone euro, la croissance économique prévisionnelle reculerait de 7,5 pour cent en 2020 avant de remonter de 4,7 pour cent en 2021. On s'attend maintenant à ce que l'économie américaine se contracte de 5,9 pour cent en 2020 avant de se redresser à 4,7 pour cent 2021. Il s'agit là d'une révision à la baisse de 7,9 points de pourcentage par rapport aux prévisions des PEM de janvier 2020 et pour 2021, d'une révision à la hausse de 3,0 points de pourcentage. La croissance dans les marchés émergents et les économies en développement a elle aussi été révisée à la baisse, à -1,1 pour cent en 2020 et 6,6 pour cent en 2021. La révision à la baisse pour les États-Unis reflète les impacts croissants de la pandémie, notamment le chômage qui, dans la dernière semaine de mars, touche plus de 6,6 millions de personnes contre 280,000 deux semaines auparavant. L'économie chinoise devrait croître de 1,2 pour cent cette année, et de 9,2 pour cent en 2021. Les prévisions pour 2020 représentent une révision à la baisse de 4,8 points de pourcentage par rapport aux PEM de janvier 2020 et celles de 2021 représentent une révision à la hausse de 4,8 points de pourcentage par rapport à janvier.

Le taux d'inflation prévisionnel dans le monde pour 2020 serait de 3,0 pour cent selon les PEM du FMI du mois d'avril 2020. Dans les économies avancées, on anticipe un taux d'inflation de 0,5 pour cent en 2020, suivi d'une légère hausse à 1,5 pour cent en 2021. Des cadres directeurs solides devraient permettre de bien ancrer les attentes d'inflation, sauf qu'une demande faible persistante pourrait mener à un taux d'inflation bien plus bas. Les prévisions d'inflation dans les marchés émergents et les économies en développement affichent de légères hausses à 4,6 pour cent en 2020 et 4,4 pour cent en 2021.

### **Perspectives économiques au Vanuatu (PEV)**

Les prévisions validées par le Comité macroéconomique (CME) lors de sa réunion No. 2 de 2020 indiquent que 63,8 pour cent de la croissance économique du pays proviennent du secteur des services, tandis que le secteur agricole et le secteur industriel y contribuent respectivement 15,6 pour cent et 13,6 pour cent. Le secteur industriel continue d'être le secteur de l'économie du Vanuatu qui croît le plus rapidement. D'après le CME lors de sa réunion No. 2 de 2020, la croissance de l'économie du pays a été de nouveau révisée à la baisse, à 0,6 pour cent en 2020 contre 1,9 pour cent lors de la réunion du MEC au premier trimestre de 2019. La révision à la baisse par rapport aux prévisions de 3,4 pour cent de croissance au moment de l'établissement du budget de l'exercice 2020 résulte de l'impact initial de la pandémie du Covid-19, ainsi que des dégâts causés par le CT Harold et des besoins de rétablissement en découlant.

Pendant cette crise sanitaire et économique, les frontières internationales sont fermées, tandis que les bateaux transportant des marchandises et du carburant peuvent encore entrer dans le pays. L'impact de la pandémie a entraîné une chute du nombre de visiteurs dans le pays, nuisant au secteur du tourisme qui est le principal moteur du secteur des services du pays. Le gouvernement est intervenu en introduisant des mesures de stabilisation, en apportant un stimulus économique et financier pour soutenir la demande intérieure, dont un paiement à l'appui de l'emploi pour les travailleurs impliqués dans des entreprises liées au tourisme. Au début du mois d'avril, le cyclone tropical (CT) Harold a frappé le pays, surtout les provinces du nord, ce qui a aggravé encore davantage la crise économique. Les provinces du nord du Vanuatu sont les principales sources de denrées exportées telle que le kava, le coprah, le cacao et la viande bovine. La pandémie du Covid-19 et les dégâts causés par le CT Harold ont durement touché les moyens d'existence des ménages et les entreprises du pays et l'intervention rapide du gouvernement est louable.

Ajoutée à celle des partenaires au développement, elle devrait permettre d'atténuer les répercussions de la chute massive de la production.

Compte tenu des perspectives économiques basées sur les estimations d'impact des deux catastrophes, on s'attend à ce que la croissance dans le secteur de l'agriculture diminue de 12,3 pour cent en 2020, suivi d'une reprise au ralenti à 0,8 pour cent en 2021. Le volume des exportations des principales denrées telles que le kava, le coprah, le cacao et la viande va chuter en raison des dégâts subis par les provinces qui en sont les principales productrices, à savoir Sanma, Malampa et Penama. Une forte reprise de la croissance est attendue au cours de période prévisionnelle, suite aux interventions que prévoit le gouvernement pour ces industries en termes de subsides pour stimuler la production, en plus du programme de la 1<sup>re</sup> tranche du FED destiné au secteur productif. La croissance dans les secteurs de la sylviculture et de la pêche devrait se normaliser à moyen terme, soutenue par divers projets de partenaires au développement. Bien que les ménages soient touchés à présent par les deux catastrophes, il est important que des plans d'intervention soient mis en œuvre de façon opportune pour éviter que la situation dans ce secteur n'empire.

On s'attend à ce que le secteur de l'industrie compense en partie la faible croissance dans les secteurs des services et de l'agriculture en 2020 avec des prévisions d'escalade de la croissance de 6,4 pour cent en 2019 (selon les prédictions budgétaires) à 21,9 pour cent en 2020. On anticipe que ce secteur s'amplifie encore davantage avec un taux de croissance en moyenne de 11,8 pour cent au cours des trois prochaines années. Toutefois, plusieurs projets d'infrastructure publics ont été retardés à cause du Covid-19, comme le bâtiment du Ministère des Finances et de la Gestion économique, celui du Ministère des Affaires étrangères et le Palais présidentiel. La croissance en 2020 sera essentiellement entraînée par des projets d'infrastructure en cours financés par des bailleurs de fonds et le gouvernement, par exemple la phase deux des routes de Tanna et de Malekula, le projet de réfection des routes des TP, le projet de routes de raccordement du Vanuatu, le projet de reconstruction des routes du CT Pam, le projet de reconstruction et d'amélioration de l'infrastructure du Vanuatu. Ces projets de développement seront en outre soutenus par les travaux de reconstruction du CT Harold menés par les ménages et les entreprises au cours de la deuxième moitié de 2020. D'autres secteurs industriels comme l'eau, l'électricité et la fabrication vont connaître une baisse d'activité en 2020 en raison des catastrophes récentes, mais on escompte une forte reprise à moyen terme.

On s'attend à ce que le secteur des services connaisse une baisse dramatique de sa croissance et n'engendre que 0,3 pour cent en 2020 avant de reprendre en 2021. La pandémie mondiale du Covid-19 a eu un énorme impact négatif sur le secteur des services dans le monde entier, avec des retombées dans le pays, ce secteur comptant pour 60 pour cent de l'économie nationale. La fermeture des frontières internationales, limitant les mouvements de touristes en provenance de destinations importantes comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande, a entraîné un recul massif des activités liées au tourisme, notamment dans l'hôtellerie et la restauration, les transports et les télécommunications. Toutefois, grâce au soutien de partenaires au développement, le plan de relance économique et financière introduit par le gouvernement, débloquant VT4,5 milliards au total au titre de soutien au budget en réponse au CT Harold, a permis de stimuler les activités économiques dans des secteurs tels que le commerce de détail, l'administration publique et les services de transport et de télécommunication. Le programme de stabilisation de l'emploi, de même que l'aide financière aux petites et moyennes entreprises, devraient soutenir le pouvoir d'achat des ménages et contrebalancer tout nouveau recul des activités économiques.

## **Actualisation de la situation monétaire**

La Banque de Réserve de Vanuatu (BRV) a relâché encore davantage sa politique monétaire le 27 mars 2020. Elle a diminué son taux directeur de 2,90 pour cent à 2,25 pour cent suite à son appréciation de l'impact de la pandémie du Covid-19 sur l'économie du Vanuatu et sa position en termes de politique monétaire. Les mesures directrices de soutien supplémentaires suivantes ont également été mises en œuvre, à savoir : réduction du ratio de suffisance du capital pour les banques commerciales de 12,0 pour cent à 10,0 pour cent ; réactivation du dispositif de substitution des importations et de financement des exportations (DSIFE)<sup>1</sup> de la Banque ; et la facilité de crédit pour la reconstruction après une catastrophe (FCRC)<sup>2</sup>. D'autres outils directeurs, comme le rapport de dépôt de réserve légale a été maintenu à 5,25 pour cent et le rapport d'avoirs liquides à 5,0 pour cent. Les fondamentaux macroéconomiques sont restés bons tout au long des trois premiers mois de 2020. Les deux objectifs de la politique monétaire de la BRV sont restés dans leur fourchette ciblée respectivement : le taux d'inflation se maintient dans la fourchette ciblée entre 0 et 4 pour cent et les réserves officielles en devises étrangères se situent au-dessus du seuil minimum de 4,0 mois de couverture des importations. A la fin du mois de mars 2020, les réserves étrangères officielles suffisaient à financer à peu près 13 mois d'importations de biens et de services dans le pays. De même, le taux d'inflation annuel relevé était de 3,4 pour cent au trimestre 4 de 2019. La Banque de Réserve assure qu'elle réalisera ses objectifs en termes de politique monétaire sur le moyen terme.

La masse monétaire s'est quelque peu contractée au cours des trois premiers mois de 2020, essentiellement du fait d'un mouvement à la baisse au plan des avoirs nets étrangers ; par contre, l'amplification de la masse monétaire est supérieure à ce qu'elle était pour la même période en 2019. La diminution des avoirs nets étrangers reflète des sorties nettes de réserves étrangères enregistrées tant par la BRV que d'autres sociétés dépositaires (ACD). Dans l'ensemble, la situation de crédit nette du gouvernement demeure positive par rapport à mars 2019. Une croissance du crédit au secteur privé en mars 2020 traduit une légère remontée des prêts consentis aux entreprises et des crédits à la consommation pour les ménages. Malgré tout, la croissance annuelle du crédit au secteur privé reste terne du fait de la faiblesse de la demande intérieure. De manière générale, les conditions monétaires et financières continuent de soutenir la croissance, comme le montre le niveau élevé de liquidités et la bonne situation des banques en termes de capital. La qualité des avoirs des banques commerciales reste bonne, avec des prêts classiques dominant les portefeuilles de prêts. Pour ce qui est de l'avenir, on s'attend à ce que le crédit au secteur privé ralentisse encore plus en raison, principalement, des risques et des incertitudes associés au Covid-19 et des impacts du CT Harold. On anticipe que les avoirs nets étrangers affichent une croissance régulière à l'appui de rentrées nettes en lien avec les mesures de relance économique pour contrer la pandémie du Covid-19 et les impacts du CT Harold. Par conséquent, elles constitueront le principal moteur de la croissance de la masse monétaire tout au long de 2020.

## **Balance des paiements**

La balance des paiements (BDP) du Vanuatu, qui enregistre ses transactions avec le reste du monde, affiche un excédent en 2019 traduisant des rentrées considérables de réserves étrangères dans le système bancaire qui l'emportent sur les sorties de réserves étrangères. Cet exploit est le reflet des excédents dans les comptes des services et des soldes de revenus primaires et secondaires. C'est ainsi que les rentrées provenant du

---

<sup>1</sup> Le DSIFE est une facilité de crédit dos-à-dos pour les entreprises offerte par l'intermédiaire de banques commerciales

<sup>2</sup> La FCRC est offerte aux entreprises par l'intermédiaire de banques commerciales pour la remise en état et la reconstruction suite à des catastrophes



tourisme ont continué à dominer dans les comptes des services, tandis que le compte des revenus primaires a été alimenté par des augmentations de revenus d'investissement venus de l'étranger et des revenus des travailleurs ni-Vanuatu à l'étranger. Les soldes excédentaires des comptes de revenus secondaires et de capital ont été soutenus par des recettes du gouvernement provenant de l'étranger. Les importations de biens et de services, qui contribuent en majeure partie aux sorties de devises étrangères, ont diminué au cours de l'année en raison d'une demande modique dans une économie tournant au ralenti. Compte tenu de ces faits, les réserves étrangères ont continué de se maintenir au niveau ciblé durant le premier trimestre de 2020. A fin mars 2020, les réserves étrangères officielles s'élevaient à VT 58,5 milliards, suffisant pour financer environ 13 mois d'importations de biens et services.

Du fait de l'épidémie mondiale du virus à l'heure actuelle, les chaînes d'offre dans le monde ont été perturbées en association avec les restrictions aux frontières internationales et les confinements, ce qui va affecter le commerce international de biens et de services du Vanuatu en 2020. On s'attend à une chute massive des exportations de biens et services si le confinement perdure au cours de la deuxième moitié de l'année. On anticipe aussi une diminution des soldes sur les comptes de revenus primaires et secondaires par rapport à 2019 en conséquence de la crise sanitaire et économique mondiale. De manière générale, on prévoit que l'excédent en compte courant recule en 2020. Le côté positif dans tout cela est un ralentissement des importations et d'autres gros paiements et virements à l'étranger suite aux perturbations de la chaîne d'offre, accompagné d'augmentations des subventions de donateurs de l'étranger destinées à la relance économique suite au Covid-19 et au CT Harold, ce qui soutiendra le niveau des réserves étrangères. Par conséquent, on escompte que les réserves étrangères dans leur ensemble se maintiennent au seuil ciblé en 2020.

## **Inflation**

Le taux d'inflation brut est resté confortablement dans la fourchette ciblée par la BRV, de 0 à 4 pour cent, au quatrième trimestre de 2019. Le taux d'inflation brut annuel est passé de 2,9 pour cent au troisième trimestre de 2019 à 3,4 pour cent au quatrième. Le facteur principal de cette poussée inflationniste vient d'une escalade du taux d'inflation sur les prix des denrées alimentaires qui est monté à 7,2 pour cent sur la fin de 2019, bien que d'autres catégories des prix à la consommation soient restées relativement stables. La hausse des prix des produits alimentaires a été entraînée en majeure partie par une augmentation des prix intérieurs des tubercules, des fruits et des légumes. Les cours mondiaux du pétrole devaient, selon les prévisions, chuter de US\$61 en moyenne le baril en 2019 à US\$35 le baril en 2020 et à US\$42 le baril en 2021. Avec l'effet à retardement, la baisse des cours mondiaux du pétrole devrait être répercutée sur les prix du transport, du logement et des services publics courant 2020. Les pressions de la demande restent encore faibles par suite d'un nouveau rétrécissement de l'écart de production, en parallèle avec la décélération prévisionnelle de la croissance économique en 2020, bien que les efforts permanents de reconstruction après le CT Harold et les projets retardés puissent se traduire par des activités de construction sous l'impulsion de la demande. Du côté négatif, les pressions sur les prix à l'importation seront contrebalancées par la baisse des prix du pétrole et les pressions sur les prix des produits alimentaires devraient s'atténuer.

Le système de taux de change fixe au Vanuatu continuera de freiner l'inflation à moyen terme, mais d'autres changements à la décision du gouvernement concernant la politique des droits et charges et les conditions du marché demeurent un facteur déterminant pour l'évolution des prix à l'avenir. Le taux d'inflation d'une année à l'autre devrait, selon les prévisions, s'atténuer sur la fin de 2020, en parallèle avec le ralentissement

anticipé des prix des produits alimentaires et du combustible, et rester stable en 2021. Dans l'ensemble, le taux d'inflation annuel devrait rester dans la fourchette moyenne ciblée de 0 à 4 pour cent à moyen terme.

#### ***D. Gestion budgétaire***

Le budget de l'exercice 2021 va être établi au moment où le pays est confronté à de gros défis en raison des préparatifs en prévision du Covid-19 et des interventions suite au CT Harold. De ce fait, le gouvernement mettra davantage l'accent sur la relance économique pour soutenir la demande intérieure. Par ailleurs, il continuera de s'attacher à augmenter la perception de recettes et, en même temps, à négocier avec les partenaires au développement pour s'assurer qu'il dispose d'une trésorerie suffisante pour financer ses programmes et activités de dépenses en 2021.

#### ***E. Dette publique et emprunts du gouvernement***

Le Vanuatu a fait des progrès remarquables en termes de son rétablissement après le passage destructeur du cyclone PAM de catégorie 5 il y a cinq ans. Au fur et à mesure que le pays se développe économiquement, la demande de services sociaux ne cesse de s'amplifier.

Le niveau d'endettement devrait diminuer à compter de 2019, et continuer ainsi car le gouvernement s'est lancé dans un plan de réduction de la dette d'importance capitale. L'équivalent de plus de VT 3 milliards d'emprunts extérieurs a été remboursé par anticipation en 2019 et au début de 2020. Ces remboursements par anticipation ont été destinés aux emprunts effectués auprès de la banque Export Import Bank of China pour financer des projets importants. Le gouvernement s'acquitte fidèlement des paiements prévus en dépit de la situation à laquelle le Vanuatu est confronté à présent. Compte tenu des crises actuelles, le gouvernement prévoit de trouver des financements localement par l'émission de bons du Trésor sur le court terme, ce qui va conduire à une légère augmentation du montant total de la dette publique.

L'analyse du niveau d'endettement soutenable achevée par le MFGE en 2019 suggère que la capacité d'endettement du Vanuatu continue de présenter un risque modique. La notation du risque à caractère granulaire confirme qu'il n'y a qu'une marge limitée pour absorber des chocs. Il n'y a pas de rupture dans le scénario de référence à l'heure actuelle. Les tests de tension dans cette analyse montrent qu'en cas de catastrophe naturelle, il faudrait s'attendre à une rupture dans le scénario de référence de la valeur nette actuelle du rapport d'endettement au PIB à brève échéance. Compte tenu des implications que posent le Covid-19 et le CT Harold jusqu'à présent, ce cas de figure est possible. Le scénario de référence pourrait s'intensifier à moyen ou long terme.

L'analyse menée récemment depuis le CT Harold montre que la valeur nette actuelle du rapport d'endettement au PIB est en légère augmentation au fur et à mesure que la production en général est touchée en conséquence directe du Covid-19 et du CT Harold. Cette situation implique fortement la nécessité de reconstituer des tampons financiers et de préconiser une croissance économique plus forte à moyen et long terme, de pair avec une gestion prudente de la dette. De plus, elle fait ressortir l'importance de renforcer la résilience face à des catastrophes naturelles et de créer un espace fiscal approprié pour absorber des chocs futurs.

Vu la capacité d'endettement du pays, des politiques et des directives essentielles concernant la gestion de la dette ont été ébauchées et validées pour garantir une gestion prudente de la dette. Les modifications apportées récemment à la loi FPGE et la stratégie de gestion de la dette portant sur les années 2019 à 2022 ont été adoptées en 2019 et sont désormais mises en application. Des règlements financiers relatifs à la loi

FPGE seront mis au point en 2020, comportant des améliorations des règlements sur la gestion de la dette publique. D'autres politiques fondamentales sur l'endettement ont également été mises en place afin d'aider le pays avec son portefeuille de dettes et la gestion de l'évolution de la dynamique de l'endettement.

Il faut maintenir une discipline financière en concordance avec l'espace fiscal disponible tel qu'évalué. Le gouvernement doit s'en tenir à sa stratégie de gestion de la dette, qui inclut une politique de plafonnement de la dette externe de 40 pour cent du PIB nominalement sur le moyen terme. Tous nouveaux emprunts doivent être analysés avec soin, définis par priorité et obtenus à des conditions de faveur, avec une composante de 35% de subvention au minimum. La stratégie de gestion de la dette met fortement l'accent sur la nécessité de rechercher dans toute la mesure du possible des financements par subventions pour des investissements dans l'infrastructure, afin de limiter et contrôler le fardeau de la dette et les risques afférents.

Étant donné la grande vulnérabilité du Vanuatu et son exposition aux risques de catastrophes naturelles, le gouvernement doit continuer de veiller à ce que les risques pour la croissance associés aux catastrophes naturelles soient pris en compte. Jusqu'à présent, le pays a pu rehausser sa réactivité et il lui faudra continuer en ce sens. Le gouvernement a aussi entrepris d'instituer des mesures ex-ante qui nécessitent plusieurs étapes de préparation, y compris renforcer l'évaluation des risques et la préparation, améliorer les tampons financiers intérieurs, maintenir des tampons extérieurs et construire et entretenir des infrastructures et des investissements résistants. L'identification et la révélation des risques financiers, y compris des pandémies virales sans précédent, des catastrophes naturelles et des changements climatiques, font désormais partie intégrante de la déclaration de politique budgétaire pour l'exercice 2021.

### ***Recommandations concernant la politique de gestion de la dette***

- Vu la vulnérabilité du Vanuatu et son exposition aux risques de catastrophes naturelles, le gouvernement doit faire preuve de prudence concernant de gros projets d'infrastructure futurs pour éviter une accumulation trop rapide de dettes.
- Le gouvernement doit étudier les risques financiers associés à des dettes éventuelles parmi les entreprises d'État et réduire les garanties accordées aux EE en vue de se prémunir contre l'endettement et empêcher les abus de fonds publics.
- Le gouvernement doit continuer de reconstituer des tampons financiers à moyen terme par un renforcement des finances publiques et une diversification du développement économique.
- Le gouvernement doit continuer de rechercher de nouvelles sources de recettes pour élargir sa source de recettes actuelle et s'assurer qu'il ne dépend pas trop de sources individuelles de recettes.
- Le gouvernement devrait renforcer sa gestion financière publique et redéfinir ses priorités en termes de dépenses.
- Le gouvernement doit continuer de garder l'option de rembourser par anticipation des prêts extérieurs lorsque les conditions financières y sont favorables.
- Le gouvernement doit veiller à une croissance économique solide et durable, en trouvant le juste équilibre entre politique financière et politique monétaire, ce qui est essentiel pour la gestion de la dette.

- La bonne gouvernance, elle aussi, est cruciale, notamment en adhérant aux politiques sur l'endettement en vigueur et en procédant aux réformes structurelles nécessaires dans des secteurs clés des pouvoirs publics.

## ***F. Recettes et taxes***

Le gouvernement doit continuer d'engendrer suffisamment de recettes pour pouvoir financer l'intégralité de ses programmes de dépenses publiques, satisfaire aux demandes publiques et être prêt à aider lorsque des circonstances imprévues se produisent. Malheureusement, pour l'exercice financier 2020, les cibles de recettes anticipées vont probablement être sérieusement compromises du fait de la pandémie du Covid-19, du CT Harold et des pluies de cendres à Tanna. Le gouvernement va suivre ces situations de près pour s'assurer que leur impact sur les recettes de l'État est gérable.

L'exercice 2019 a été l'une des meilleures années de perception de recettes depuis plus de dix ans, ce qui indique que les réformes en cours de l'administration et de la politique des recettes portent leur fruit. A la fin de 2019, la perception de recettes a dépassé la cible budgétaire initiale (VT 28.272,3 millions) de 19,1 pour cent, amenant le montant total des recettes à VT 34.011,7 millions. Le ministère des Finances et de la Gestion économique (MFGE), le ministère des Affaires intérieures (MAI) et le Bureau de la citoyenneté et d'autres ont enregistré une perception hors pair qui a contribué aux recettes supérieures aux cibles budgétaires en 2019.

Le Bureau de la citoyenneté avait prévu de recueillir VT 6,5 milliards en 2019. Or ce sont VT 12,2 milliards au total qui ont été enregistrés à la clôture de l'exercice. Grâce au programme de soutien au développement de Vanuatu (PSDV) et au programme de contribution de Vanuatu (PCV), il a réussi à dépasser sa cible budgétaire de 88,8 pour cent. A eux deux, ces programmes ont généré plus d'un tiers de toutes les recettes de l'État et représentent la part la plus importante des recettes du gouvernement en 2019. Comme l'an passé, les recettes produites par ces programmes en 2019 l'ont emporté sur celles de la TVA.

Le MFGE continue de voir croître les recettes provenant des taxes, des droits et charges perçus par le Service de la Douane et des Contributions Indirectes (SDCI), de même que des rentrées enregistrées sous le Service des Finances et du Trésor (SFT). Le SDCI maintient toujours sa position d'agence principale de perception de recettes pour le gouvernement. En tout, les recettes perçues sous le SDCI en 2019 représentent 98,3 pour cent de la cible budgétaire.

Les recettes provenant de la TVA ont continué d'augmenter depuis 2018, après que le gouvernement a pris la décision de relever le taux de TVA de 12,5 pour cent à 15 pour cent. Pour 2019, la cible des recettes de la TVA se montait à VT 9,0 milliards, mais les recettes effectivement perçues ont dépassé cette cible budgétaire de VT 245,6 millions. D'autres bonnes performances ont été vues au niveau des droits d'importation et de la taxe d'accise qui ont dépassé leur cible budgétaire totale de plus de 95,0 pour cent en 2019. Par ailleurs, l'impôt sur le chiffre d'affaires payé par les banques commerciales a produit le résultat escompté et a même dépassé légèrement la cible budgétaire de 2,9 pour cent.

D'autres sources importantes de recettes administrées par le SDCI, telles que les patentes commerciales et la vignette (taxe routière) ont produit plus de 90,0 pour cent de leur cible budgétaire en 2019 et affichaient de bons résultats en 2020 avant que la pandémie du Covid-19 ne frappe.

On a beaucoup parlé de conformité du SDCI et de l'importance de renforcer les efforts de perception pour garantir que les recettes continuent de rentrer. Nous anticipons davantage d'amélioration dans la mise en conformité fiscale dans les années à venir avec l'application de la loi No. 37 de 2019 sur l'administration fiscale.

Le SFT a lui aussi perçu davantage de recettes que prévu en 2019, avec VT 970,3 millions, dépassant sa cible budgétaire de VT 134,9 millions, ce qui représente 116,1 pour cent de son budget de recettes. Les principales initiatives ayant contribué à cet excédent sont les droits de prêts à des tiers, des frais classés comme recouvrements divers, la taxe sur les sociétés, des frais perçus sur l'immatriculation de sociétés délocalisées, les droits de timbre sur les sociétés et les intérêts produits par des dépôts bancaires. Il y a eu des dividendes versés par la Banque de Réserve de Vanuatu (BRV) et la société Interchange Limited, qui ont fortement dépassé les cibles budgétaires. La société Ifira Wharf Stevedoring & Stevedoring et Northern Island Stevedoring Company Ltd (NISCOL) ont elles aussi versé des dividendes en 2019, bien qu'ils aient été inférieurs au budget.

Le Ministère des Affaires intérieures (MAI) a enregistré davantage de recettes provenant d'activités liées à l'immigration et au contrôle des frontières. Les recettes réelles ont augmenté régulièrement tout au long de l'année, avec une perception réelle dépassant les prévisions de 66,3 pour cent. Les droits perçus par le Service de l'Immigration et l'Inspection du Travail ont fortement contribué à cet excellent résultat.

Des initiatives de recettes telles que permis de travail et frais de demande, droits de passeport et permis de séjour ont enregistré une forte perception. Les droits de l'Autorité des transports terrestres enregistrés sous le Cabinet des Affaires intérieures ont également affiché une forte perception de droits de transport terrestre, couvrant les transports en commun, les permis de transport en commun, les permis de conduire et les amendes.

Plusieurs ministères n'ont pas réussi à réaliser leur cible de recettes pour 2019. Les recettes perçues par ces ministères sont principalement des droits et charges imposés pour des services fournis. Parmi eux, il y a eu le Ministère des Terres et des Ressources naturelles et le Ministère de l'Infrastructure et des Services publics qui ont enregistré une perception de recettes inférieure à celle anticipée. La tendance en termes d'augmentation des recettes indique une stagnation depuis deux ans.

### ***Engagements du Vanuatu à l'égard du Forum mondial de l'OCDE et du Groupe Code de Conduite de l'UE***

Sur la scène internationale, le Vanuatu s'est efforcé de se conformer aux normes internationales en matière de bonnes pratiques fiscales. Elles incluent celles imposées par le Forum mondial de l'OCDE sur la transparence et les échanges d'informations à des fins fiscales (Forum mondial) et le Groupe Code de Conduite de l'Union Européenne (GCC UE). Le Vanuatu risque de voir sa réputation se ternir sérieusement s'il ne satisfait pas à ces normes et conditions requises. Il a fait beaucoup de progrès pour obtenir une bonne notation auprès du Forum mondial de l'OCDE en mettant en place les lois nécessaires. Par contre, il n'a pas su les appliquer efficacement et doit se soumettre à un examen complémentaire pour pouvoir sortir de la liste des juridictions fiscales non coopératives et éviter de ternir sa réputation.

En 2019, le GCC UE a conclu que le Vanuatu n'avait pas pris des mesures suffisantes pour remplir ses engagements. Pour y remédier, le gouvernement travaille actuellement sur des réformes qui incluent un réexamen de la loi sur les patentes commerciales. Les lois doivent être adoptées par le Parlement et mises

en application pour retirer le Vanuatu de la liste noire. Avec le transfert des responsabilités de l'autorité compétente du Vanuatu aux mains du SDCI, nous anticipons de meilleurs résultats au plan de l'administration de bonnes pratiques fiscales pour satisfaire aux normes internationales selon les exigences de l'OCDE et de l'UE.

## **Réformes en cours en matière de politique des recettes**

### ***1. Impôt sur le revenu et les sociétés renvoyé à plus tard***

Au cours des 4 dernières années, le gouvernement a beaucoup investi pour améliorer et renforcer les politiques de recettes en vigueur de façon à stimuler la perception de recettes. Le gouvernement n'a pas été en mesure d'entreprendre une réforme de toute sa base fiscale compte tenu de la nature sensible de certaines de ces politiques, telles que l'impôt sur le revenu et sur les sociétés qui ont le potentiel d'engendrer des recettes de plus **3 milliards de vatu**. Le gouvernement maintient encore sa position de ne pas se lancer dans la mise en œuvre de cette grande réforme de sa politique.

### ***2. Loi sur l'Administration fiscale***

S'efforçant d'améliorer et de moderniser le SDCI en sa qualité d'administrateur fiscal, le gouvernement a promulgué la loi sur l'administration fiscale (LAF). Cette nouvelle loi, adoptée en 2019, est finalement entrée en vigueur le 1er janvier 2020. Elle a pour objet de renforcer les efforts de perception et d'administration des taxes, de renforcer la mise en conformité et d'obliger les contribuables à déposer leurs paiements en temps voulu et éviter ainsi des pénalités. La LAF est une plate-forme basée sur le service où les contribuables sont incités à s'acquitter de leurs obligations ; elle prévoit la possibilité de déposer les déclarations et de payer par voie électronique et rehausse les procédures douanières. Le SDCI a assuré la formation du personnel de manière suffisante et mis à jour le système de gestion des recettes et des processus pour inclure le nouveau régime. La communauté des affaires et les gros contribuables ont été régulièrement tenus au courant des changements. Malheureusement, la mise en œuvre complète de ce régime a été sérieusement entravée par le Covid-19. Le SDCI a encore besoin d'énormément de personnel. Il faudrait embaucher davantage de personnel qualifié pour stimuler la mise en conformité.

### ***3. Réexamen et renforcement de la perception des recettes non fiscales***

Le gouvernement doit poursuivre ses efforts pour revoir les droits et charges en vigueur perçus par ses agences et éliminer les zones d'ombre en vue de garantir une meilleure administration des recettes et mise en conformité. Les agences de recettes devraient aussi trouver d'autres moyens d'engendrer des recettes et s'assurer que des procédés adaptés sont en place pour concrétiser les changements de politique.

### ***4. Autres politiques de recettes potentielles***

Au cours des 2 dernières années (2018 – 2019), les initiatives de recettes suivantes ont été débattues mais n'ont pas encore été lancées. Il s'agit notamment :

- I. D'une taxe sur les boissons non alcoolisées – une augmentation éventuelle de la taxe d'accise sur les boissons sucrées et produits connexes en raison des impacts qu'ils ont sur la santé, par exemple le taux croissant de MNT
- II. D'une augmentation de la taxe sur le tabac pour s'aligner sur la base de référence de l'OMS
- III. De veiller à ce que le projet SINO-VAN tourne à plein régime

IV. D'un programme de citoyenneté par investissement

V. De réexaminer les accords d'espace aérien et de partage du Vanuatu.

### ***Recettes en souffrance***

Les inquiétudes entourant le problème non résolu du paiement des recettes au sein des ministères et agences opérationnels ne vont pas disparaître tant que les montants en souffrance n'auront pas été acquittés et que des politiques appropriées ne seront pas mises en place pour limiter l'accumulation de taxes qui ne sont pas payées en temps voulu. Plusieurs ministères et leurs services manquent d'engagement réel à résoudre et réduire leur liste de recettes en souffrance. A présent, le montant des recettes non fiscales impayées s'élève à VT 1,6 milliards. En 2018, un total de VT 130 millions de montants en souffrance a été passé par pertes et profits et VT 100 millions d'autres sont au stade d'évaluation pour décision finale du 'Comité national de passation par pertes et profits' avant de pouvoir être passés par pertes et profits.

Par ailleurs, le SDCI a également confirmé qu'il y avait au total plus de VT 500 millions de TVA impayée qui ont été passés par pertes et profits en 2019 et un autre examen se poursuivra en 2020 pour d'autres passations.

Parmi tous les autres, les facteurs suivants ont été perçus comme étant les principales raisons de ce que le gouvernement n'a pas encore entièrement résolu le problème des recettes impayées, à savoir :

- I. De nombreuses dettes encore impayées ont dépassé la date limite de validité
- II. Une accumulation de pénalités et un manque de mise en conformité rigoureuse de la part des Services tout comme des contribuables ont contribué à l'accumulation permanente d'impayés
- III. Des sociétés ont fermé ou ont été liquidées et leurs propriétaires ont peut-être déjà quitté le pays ou sont décédés et les taxes continuent d'être enregistrées comme impayées.

Le Comité national de passation par pertes et profits aura besoin du soutien assidu des plus hautes autorités pour s'assurer qu'il pourra continuer à se préoccuper des arriérés de recettes impayées. Par le passé, un groupe d'action national chargé de l'examen des recettes avait considérablement aidé le Ministère des Finances à s'occuper des arriérés de recettes.

Comme c'est toujours le cas, la mise en œuvre de tous les programmes de dépenses publiques et d'activités approuvés pour l'exercice budgétaire dépend de la perception de recettes. Le gouvernement continuera de stimuler sa perception des recettes en renforçant l'administration, la mise en conformité et l'application des taxes en vigueur par des lois modernisées, ainsi que des droits et charges qui viennent d'être introduits en vue de relever ses efforts de perception des recettes.

### ***G. Programme de dépenses et politiques***

En 2021, le gouvernement va continuer de s'assurer qu'il y a suffisamment de recettes et une trésorerie suffisante pour financer les programmes de dépenses, les activités et les politiques du gouvernement qui concordent avec les priorités de la politique budgétaire de 2021. Les programmes et activités de dépenses incluront également des projets financés par des bailleurs de fonds en 2021. Par conséquent, le

gouvernement continuera de s'assurer que le financement de la part de l'État et des donateurs est bien mis au point, provisionné et affecté en conformité avec la loi sur les Finances publiques et la Gestion économique [Chap. 244].

#### 4. Nouvelles propositions de principe (NPP)

En 2021, le financement de la part de l'État et des bailleurs de fonds permettra de financer des NPP qui se rapportent aux sept résultats prioritaires énoncés dans les priorités de la politique budgétaire pour 2021. Ces dernières dicteront l'attribution de ressources financières et l'établissement des affectations budgétaires de l'exercice 2021.

Toutefois, les NPP ne seront prises en considération que si elles ont été validées par le responsable de l'agence et saisies dans le système de gestion financière du gouvernement avec les pièces justificatives à l'appui. De plus, les NPP doivent :

- pouvoir être prises en compte dans le cadre de l'enveloppe fiscale totale ;
- être accompagnées de propositions bien étudiées et détaillées susceptibles de renforcer les orientations, les programmes et les activités essentielles du gouvernement ;
- s'inscrire dans la capacité du ministère de les mettre en œuvre dans les délais suggérés ;
- être susceptibles d'amplifier et de développer la capacité et le taux de croissance économique du pays ; et
- être financièrement durables (si l'activité est pressentie devenir récurrente).

#### 5. Cibles économiques et fiscales pour l'exercice 2021

Les politiques, les objectifs et les cibles économiques, financiers et fiscaux sont cruciaux pour l'attribution de ressources financières et en même temps pour aider le Vanuatu à surmonter et gérer des crises financières, ainsi qu'à gérer les risques économiques et fiscaux. Ces politiques économiques, financières et fiscales continueront d'être appliquées en conformité avec la loi sur les finances publiques et la gestion économique [CAP 244] en vue de parvenir aux objectifs et cibles suivants :

Cibles économiques et fiscales en 2021	Objectifs fiscaux à long terme
<b>Balance budgétaire</b> Budget équilibré	Balance de fonctionnement positive à moyen terme
<b>Recettes</b> Recettes de fonctionnement prévues à 23,0 pour cent au moins du PIB	Une base de recette large, avec des recettes suffisantes pour satisfaire à l'objectif d'équilibre budgétaire. Le taux de croissance des recettes de fonctionnement doit être supérieur à celui des dépenses
<b>Dépenses</b> Dépenses de fonctionnement prévues à 23,0 pour cent au moins du PIB	Dépenses compatibles avec l'objectif de budget équilibré



<p><b>Endettement</b></p> <p>Maintenir la valeur actuelle nette (VAN) de la dette extérieure à 40 pour cent du PIB, maximum</p>	<p>Le rapport d'endettement - dette nominale publique et dettes garanties par l'État – au PIB doit demeurer inférieur à 60 pour cent du PIB associé aux risques liés aux catastrophes et au changement climatique</p>
<p><b>Croissance économique</b></p> <p>Taux de croissance prévisionnelle du PIB réel à 4,0 pour cent</p>	<p>Le taux moyen de croissance économique annuel est supérieur au taux de croissance démographique</p>
<p><b>Inflation</b></p> <p>Inflation prévisionnelle doit se situer dans la fourchette ciblée de 0-4 pour cent</p>	<p>Le taux d'inflation annuel reste inférieur à 4,0 pour cent</p>

## 6. Conclusion

Compte tenu de la situation actuelle avec le Covid-19 et le CT Harold, le budget de l'exercice 2021 va continuer de mettre davantage l'accent sur une reprise économique durable et inclusive de façon à rehausser la croissance économique et en même temps, relever le niveau de la prestation de services pour améliorer le bien-être de tous les habitants au Vanuatu. En 2021, le gouvernement va continuer d'augmenter la perception de recettes tout en travaillant en collaboration avec ses partenaires au développement pour financer les programmes et activités de dépenses qui cadrent avec les sept résultats budgétaires prioritaires énoncés dans la présente déclaration de politique budgétaire. Par conséquent, il est impératif que le gouvernement continue de garantir le respect de la présente Déclaration de politique budgétaire en vue de réaliser ses cibles économiques et fiscales pour 2021. Par la même occasion, cela créera les conditions préalables à la concrétisation des objectifs économiques à long terme du gouvernement qui conduira à la réalisation du Plan du Peuple 2030 dans son ensemble.